

Inauguration de l'Espace Paulette LAVERGNE

Le samedi 22 juin, à 11h30 sur le site de l'Etang Grénetier, à La Machine.

A l'invitation du Maire de La Machine et de son Conseil Municipal

Amis lecteurs, la proposition de Noël FUMAT de baptiser ce site de loisirs « Espace Paulette Lavergne » se traduit, après accord du Maire et du Conseil Municipal, par cette cérémonie. Ce sera une occasion de rendre un nouvel hommage à notre camarade Paulette Lavergne, Maire de La Machine de 1989 à 1995 et conseillère générale de 1979 à 1998, décédée en janvier dernier. Venez nombreux !

Les conséquences humanitaires des armes nucléaires

Dans le cadre des Cantonad'Guérignoises, invitation à l'échange du Mouvement de La Paix, le mercredi 19 juin 18h30 à V.Vauzelles, salle G. Philipe :

A Oslo, début avril 2013, pour la 1^{ère} fois depuis 1945, une conférence internationale sur cette question a réuni au plus haut niveau 127 pays (sans la France ni les USA, ni la Chine ou la Russie... mais avec l'Inde et le Pakistan !) et des représentants d'institutions internationales.

Peu de bruit dans les médias... L'objectif était de donner un nouvel élan à la volonté très partagée d'écarter la menace nucléaire de l'Humanité, rappelant qu'aucun moyen n'existe pour répondre aux conséquences d'une explosion nucléaire.

Il suffit juste d'imaginer que le M51 qui s'est autodétruit le 5 mai au large de la Bretagne l'ait fait avec une charge nucléaire... Et ce n'est pas faire du catastrophisme : sur les 19 000 ogives (dans le monde) pouvant porter une charge nucléaire, il y en a 2000 en permanence qui la portent effectivement !

Amis lecteurs, venez nombreux. Et apportez vos appareils photos, nous photographierons... nos ombres (initiative nationale).

Contre l'austérité et pour un changement de cap

A l'appel de la CGT, la FSU, l'UNSA

18 juin à 17h devant la Préfecture à Nevers

Remise de la carte électorale à Garchizy.



En mai, le Maire Jean Paul Pinaud a reçu les nouveaux jeunes électeurs de la Commune pour leur remettre leur 1^{ère} carte électorale : « Je suis tout particulièrement heureux de vous accueillir pour procéder à un acte civique, et particulièrement symbolique. Vous êtes cette année 24 jeunes Garchizois-es à être concernés. Vous êtes dorénavant en mesure d'exprimer vos choix, de peser sur le cours des choses, d'apporter votre contribution et défendre vos opinions au cœur du débat public, du débat démocratique, du débat républicain. S'exprimer en toute liberté est un privilège que beaucoup d'hommes et de femmes sur notre planète aimeraient acquérir. Dans l'Histoire même de notre pays, il a fallu se battre pour que la démocratie finisse par s'imposer. Glisser un bulletin dans l'urne est plus qu'un acte, c'est appartenir à une longue histoire (...) La démocratie a besoin de trois choses : de notre attention, de notre participation, de notre engagement. On la croit acquise, elle se révèle beaucoup plus fragile qu'on pourrait le croire.

Je vous le dis avec sincérité : c'est en ne votant pas qu'on laissera le monde et les puissants en place, c'est en ne votant pas qu'on donnera des armes à ceux que la démocratie et la liberté d'expression dérangent.

Ne cédez pas à la tentation du « tous pourris », au contraire, affirmez vos idées, défendez votre vision du monde, engagez-vous dans le débat public !

Alors que la finance domine tout, et impose ses vues, nous avons à reconquérir ensemble une véritable souveraineté du peuple, à construire pour cela ensemble une nouvelle République : la 6^e. Nos institutions, la société ont besoin de votre souffle, le souffle de la jeunesse et de la rénovation, le souffle de l'espoir qui ouvre des perspectives. »

70^{ème} anniversaire du Maquis de Faye

Au printemps 1943, était créé le Maquis de Faye, comprenant six hommes sous la responsabilité de Raymond Petit. « Ils étaient des ouvriers qui n'acceptaient pas la servitude ».

Ce 12 mai, 70 ans après, c'est son fils Serge Petit membre du bureau de l'ANACR qui rendit hommage à ce Maquis installé alors à proximité de Nevers, dont « l'objectif était de désorganiser la production au service des Allemands (sabotage des pylônes, déraillements sont à son actif) ».

A l'automne le Maquis sera dissous après le départ de Raymond Petit comme responsable militaire dans le Loir et Cher et l'arrestation des autres membres du groupe. Deux des membres, affreusement torturés seront libérés par un coup d'audace de Roland Champenier le 5 novembre 1943.

Serge Petit souligna l'apport de la Résistance dans la libération de la France et dans la reconstruction du Pays. La volonté de l'instauration d'une journée de la Résistance fut rappelée.

L'ANACR, avec son président Jean-Marc Ragobert, organisait la cérémonie.

N° 1756 du 14 juin 2013 - Tel 03 86 93 97 99 - Fax 03 86 61 31 91
Mail : les.nouvelles.nievre@wanadoo.fr - Prix 0.70€

Dispensé de timbrage **VARENNES-VAUZELLES PDC**



Les Nouvelles de la Nièvre

Hebdo départemental du PCF
10 rue de la Rotonde - 58000 NEVERS

Le site des communistes nivernais : <http://nievre.pcf.fr>



PRESSE URGENTE
DISTRIBUÉE PAR **LA POSTE**

Déposé 12-06-13



Deux hommages à Clément Méric, samedi et lundi devant la Préfecture.
Se sont exprimés Solidaires 58, la CGT, la FSU, l'UNSA, la FCPE, le PCF, le PS, le PG, la GU, LO, l'UNEF. Voir en page 2.

INTERDICTION des groupuscules d'extrême droite !

Hier, aujourd'hui, demain : **COMBATTRE LE FASCISME**

JUSTICE pour Clément MERIC
victime d'un crime fasciste



Bienvenue à La Plaine ce samedi dès 18 h

Débat citoyen avec Nicolas SANSU, Député du Cher, Maire de Vierzon

« Un an après... Où en est le changement ? L'ennemi c'est toujours la finance ! »



Puis repas musical avec le groupe « Rue de Lappe »

Dernières inscriptions : obligatoirement par téléphone : 03 86 93 97 97

L'INSEE publiant sa dernière étude fait le constat de la casse industrielle dans la Nièvre et en Bourgogne. « La Nièvre est la plus touchée des quatre départements bourguignons, la Bourgogne étant elle-même plus touchée que la moyenne nationale ». **12,5 % des emplois nivernais ont été détruits depuis 2008.**

Mais la crise touche aussi le niveau de vie qui a reculé et malheureusement d'abord pour les plus modestes. **15.8% des nivernais sont sous le seuil de pauvreté.** Et si le taux de chômage n'augmente

pas davantage, c'est parce que les jeunes et les demandeurs d'emploi quittent le département... !

Voilà le résultat de l'austérité, qui ne règle rien mais qui aggrave tout. Comme le rappelait Cédric Gailliard lors de la marche du 1er juin, les 20 milliards accordés aux entreprises via le « Pacte de compétitivité » étaient censés créer 300 000 emplois... où sont-ils donc passés ?

Il est urgent de mobiliser pour gagner une autre politique. Le débat citoyen avec Nicolas SANSU samedi soir à La Plaine ouvrira de nouvelles pistes.

Dissoudre les groupuscules d'extrême droite Gagner une autre politique au service de l'Humain d'abord

Clément Méric, jeune étudiant brillant de 18 ans, a été tué pour ses idées, par des membres d'un groupuscule d'extrême droite. Il était syndiqué à Sud-étudiants et profondément anti-fasciste, disent ses amis.

Dans la France d'aujourd'hui victime de l'austérité et d'une dure politique au service du seul capital, on voit se développer des campagnes de banalisation de l'extrême droite.

Les liens entre une partie de l'UMP, le FN se multiplient. Pour masquer ces tripatouillages, cer-

tains tentent de mettre un signe d'égalité entre extrême droite et extrême gauche. De même qu'existent en permanence des passerelles entre les plus radicaux et le FN.

Comment oublier que l'assassinat de Clément Méric survient après les campagnes de haine contre le mariage pour tous et des appels à la radicalisation...

Aujourd'hui la désignation du "bouc émissaire étranger", le laisser faire économique... qui sont le cœur du programme de l'extrême droite sont majoritaires à droite.

L'agression du jeune Clément

n'est pas un cas isolé. L'Humanité du 7 juin rappelle des violences survenues en 2012 - 2013 à Grenoble, Besançon, Lille. Dans certaines villes comme Tours et Lyon (40 agressions depuis 2010), Toulouse, « avec des Préfectures qui font la sourde oreille », les agressions se multiplient.

Tous les groupuscules et pas seulement les JNR doivent être dissous. Et faire reculer l'extrême droite ne peut pas se limiter à des mesures administratives : cela passera surtout par une autre politique au service de l'humain.

est toujours nécessaire de renforcer, d'élargir le combat antifasciste (...) Nous continuerons à tenir la tranchée ».

« Je ne m'exprime au nom d'aucun Parti, aucun syndicat, aucune association, mais juste en tant qu'individu. L'émotion suscitée par le lâche assassinat de Clément Méric est grande. Comment peut-on, dans un pays démocratique, perdre sa vie pour ses idées à 19 ans ?...

Par delà cette tristesse, un sentiment de révolte, puis de colère, puis de culpabilité, lui ont succédé.

Révolte, parce que nous nous devons de lutter de toutes nos forces contre ces groupements fascistes, colère parce que la banalisation de leurs idées, ou plutôt de leur haine de l'autre, a été orchestrée par toute une partie de la classe politique et par la majorité des médias. J'en veux pour preuve l'odieux amalgame entre l'extrême droite et ce qu'ils nomment extrême gauche. Culpabilité enfin parce que la responsabilité de la contradiction vous incombe certes à vous, politiques, syndicalistes et associatifs démocrates, mais aussi et surtout à nous citoyens, et donc à moi.

Avons-nous, et ai-je systématiquement et en tout lieu, répondu à des propos racistes, ou homophobes ?

Nous ne devons pas laisser aux seules jeunes antifascistes, alors livrés à eux-mêmes et jetés aux chiens, la responsabilité de la lutte, elle est l'affaire de tous. »

Jean-Pierre Magnien, citoyen



Samedi à Nevers où se sont exprimés la FSU, la FCPE, le PCF, le PG, GU, LO.

Eclairage public et développement durable au Conseil Municipal de Nevers

Patrick Centellès, adjoint chargé du cadre de vie, a exposé le travail réalisé en ce qui concerne l'éclairage public de la Ville. Au terme de 6 années de contrat (durée totale de 12 ans) un premier bilan est fait.

Il en ressort plusieurs points importants. Des économies sont réalisées sur le coût de l'énergie grâce à un avenant signé en 2012 et qui limite les hausses successives de l'électricité provoquées par la libéralisation du marché (loi NOME).

La maintenance des équipements est dorénavant effectuée de manière préventive ce qui rend les installations plus fiables.

La plupart des équipements sont remplacés par du matériel moderne (3000 luminaires changés, 1800 modules « luxicom » installés pour l'abaissement de puissance) favorisant une baisse de consommation, sans baisse de qualité d'éclairage.

Tout ce travail aboutit à une baisse importante de la consommation d'énergie (- 27 % entre 2007 et 2012) l'équivalent de la consommation de 2 300 logements.

Didier Bourotte adjoint chargé du développement durable ajoutait que ce travail « contribue à la construction d'une ville plus durable et solidaire... ce qui ne peut se réaliser sans recherche scientifique et technique ». Il ajoute « à travers ce contrat ce sont les progrès techniques et l'investissement, à rebours de la théorie de la « décroissance », qui permettent à la fois une amélioration de l'éclairage public et une baisse significative de la consommation énergétique ».

Lors du même conseil, un texte a été présenté par le groupe socialiste, concernant la précarité énergétique et les « augmentations substantielles » du prix de l'énergie, appelant à renforcer les dispositions de la loi BROTTEES concernant les tarifs sociaux de l'électricité et du gaz.

François Diot a proposé plusieurs modifications de ce texte, rappelant les effets néfastes de « la libéralisation du marché de l'électricité » et précisant l'appréciation contrastée que l'on peut avoir de la loi BROTTEES (le bonus-malus ayant été supprimé car jugé inconstitutionnel).

Le groupe socialiste ayant approuvé les modifications proposées, le texte a été voté par l'ensemble de la majorité municipale.

Enfin une motion sur la LGV POCL demandant « la reconnaissance de ce projet par l'Etat comme prioritaire et son inscription dans la liste des opérations ferroviaires à conduire en urgence » a été adoptée.

Christian Lebatteur a fait remarquer que « la VFCEA est complémentaire du projet POCL » en permettant de « phaser » la partie initiale Paris-Nevers et qu'il était dommage que la motion ne fasse pas état de cette complémentarité (ce qu'une motion sur la VFCEA, proposée par le groupe communiste, avait fait au précédent Conseil).

La sidérurgie à un avenir en France

A l'initiative du secteur « entreprises » du PCF, des salariés des différents sites de Florange, Gandrange, Gueugnon, Basse-Indre et Imphy ainsi que Nicolas Marchand et Yves Dimicoli se sont retrouvés le 23 mai au siège du PCF, place du Colonel Fabien à Paris.

La réunion s'est tenue dans la suite des précédentes rencontres afin de dégager des initiatives de rassemblement et de proposer aux salariés de la sidérurgie des alternatives industrielles face à la stratégie financière de Mittal.

L'arrêt du haut fourneau de Florange n'a en rien entamé la volonté d'engager une réflexion sur le devenir de l'industrie sidérurgique en France et en Europe, pour contraindre le groupe Arcelormittal à s'inscrire dans une logique de développement économique et industriel. Malgré le rapport Faure commandé par le gouvernement, le couple Ayrault-Hollande a malheureusement cédé à Mittal en donnant son aval à un accord de fermeture de l'outil de production à Florange.

Parallèlement, à l'initiative du groupe Communiste - Front de Gauche, l'Assemblée Nationale a décidé d'une commission d'enquête sur la sidérurgie dont les conclusions seront connues avant l'été. La discussion a permis de montrer qu'il y a urgence à débattre avec les salariés de vraies alternatives industrielles et sociales. Plusieurs interventions ont fait part d'une poursuite de la stratégie de Mittal qui consiste à baisser la production pour maintenir des prix élevés des productions d'acier. Chacun des participants a fait un point sur la situation des sites respectifs, Yves Dimicoli atteste « que le combat n'est pas facile, mais plusieurs éléments se conjuguent : il y a la commission d'enquête sur la sidérurgie, le plan acier européen et les élections à venir. Or nous savons que pour conduire à la lutte, il faut des perspectives politiques. Nous ne voulons pas seulement réunir les mécontents, nous voulons réunir toute la gauche. A partir de tout cela il convient d'être à l'initiative partout et d'aborder tous les sujets du quotidien. ».

Au terme de cette réunion, il y a été décidé de prendre des initiatives au niveau européen, les parlementaires de la Gauche Unie Européenne peuvent être un point d'appui. Avec l'opinion publique, les salariés, il s'agit d'aborder la question des alternatives industrielles, en s'appuyant sur l'initiative des partis politiques avec les syndicats des pays comme l'Allemagne et la Belgique.

D'autre part, une proposition est avancée pour un débat en septembre à la Fête de l'Humanité, sur l'avenir de la sidérurgie en France et en Europe avec Alain Bocquet, des spécialistes de l'acier dans le monde, en y invitant le ministre du redressement productif M Montebourg. Le PCF jouerait ainsi un rôle moteur pour une appropriation publique de ce secteur industriel. Et enfin publier d'ici fin juin sur tous les sites sidérurgiques, un journal des communistes s'adressant aux salariés.

Enfin, la venue d'Alain Bocquet à Imphy a été sollicitée pour le mois de septembre. A suivre !

Gérard Daguin